

Pour une véritable politique d'accueil des personnes migrantes Défendre leur dignité, c'est défendre la nôtre

Des femmes et des hommes, venu-e-s en France pour fuir le pire et trouver refuge ici ou ailleurs, sont laissé-e-s à l'abandon. Des associations, des organisations et des personnes solidaires, doivent se substituer à l'État, pour leur assurer le strict nécessaire. C'est une bataille quotidienne, méprisée voire empêchée par les autorités publiques.

Le préfet du Calvados se félicite de l'action « exemplaire » de l'État, alors que les associations de terrain constatent chaque jour que trop de personnes, dont des enfants, restent à la rue. L'État préfère investir dans le tout répressif plutôt que d'assurer des conditions d'accueil humaines, conformément au Droit international. C'est cette attitude qui provoque insécurité et tensions.

Contrairement à ce qu'ils cherchent à faire croire, la présidence et le ministère de l'intérieur continuent à soutenir et amplifier une politique sécuritaire, dont le principal objectif reste d'expulser le plus grand nombre d'êtres humains. Pour beaucoup, l'expulsion hors des territoires européens est synonyme d'un retour à la misère accrue, de différentes formes de répressions voire de mort.

Loin d'améliorer la situation actuelle, le projet de loi Asile-Immigration, qui devrait être présentée au Conseil des Ministres le 21 février, ne fera qu'empirer cette situation, faisant de la France un pays xénophobe, sans cœur et sans âme, méprisant les lois humaines les plus élémentaires.

RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION Place du théâtre à Caen SAMEDI 17 FEVRIER À 14H30.

Exigeons des conditions d'accueil décentes et la fin de la politique de répression à l'égard des personnes migrantes.

Inclure au lieu d'exclure.

Luttons contre la machine à expulser

« Liberté de circulation et d'installation »

(Art. 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme)

Liste des signataires de cet appel :

Pour aller plus loin,...

Sécurité aux frontières : un business rentable !

La protection des frontières européennes ne constitue pas, en priorité, un projet politique et sociétal. **C'est avant tout un enjeu économique.**

L'industrie de la sécurité des frontières représentait, en 2016, un marché annuel mondial de 18 milliards de dollars, et à l'horizon 2022, la bagatelle de **53 milliards** ! Une aubaine pour les industriels de l'armement qui ont compris qu'un nouvel eldorado s'offrait à eux. Depuis 2000, les Etats-membres ont investi **11 milliards d'euros** pour « protéger » les marges de l'Union Européenne (programme frontex). Pour l'enclave espagnole de Melilla, la barrière high-tech anti-migrants a coûté **3 millions d'euros au kilomètre** ! Côté turc, l'Union Européenne a lâché 6 milliards d'euros pour que le régime autoritaire d'Erdogan ne laisse plus passer les personnes migrantes qui transitaient par ce pays pour gagner l'Union Européenne via la Grèce.

Au Sud de la Méditerranée, des centaines de millions d'euros sont distribués par l'Union Européenne pour équiper les gardes-frontières marocains, algériens, tunisiens et libyens et limiter au maximum les traversées de la Méditerranée. Le projet final étant d'établir directement là-bas des centres de tri (et de refoulement) des personnes migrantes, loin des frontières européennes, des yeux occidentaux et des mouvements de solidarité. Avec un tel budget nous pourrions non seulement accueillir dignement les personnes migrantes mais également prendre en charge tous les SDF et mettre fin au mal logement.

Source : Observatoire des multinationales <http://multinationales.org/Securite-aux-frontieres-enquete-sur-le-nouveau-complexe-militaro-industriel>

Stop à l'intox sur les chiffres de l'immigration !

Face à ceux qui hurlent à l'invasion ou à ceux qui, plus insidieusement, laissent entendre qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde, la réalité des flux migratoires vient contredire ces délires xénophobes. La France participe peu à l'accueil de personnes migrantes en provenance de zones de conflit où **la responsabilité directe ou indirecte des pays riches est pourtant largement engagée.**

Parmi les 65,6 millions de personnes déplacées dans le monde, 2/3 le sont à l'intérieur de leur propre pays. Ainsi **84% ont été accueillis dans un pays en voie de développement. Ce sont surtout les pays voisins qui accueillent les personnes migrantes.**

Sources: <https://donnees.banquemondiale.org> : <http://www.unhcr.org/globaltrends2016/>

En 2015, l'UE a reçu 1,2 million de demandes d'asile, soit 0,2% des 508 millions d'habitants. **En France sur les 80 075 demandes, seules 25 063 ont été acceptées, ce qui représente 0.04% de la population ou 4 nouveaux habitants dans une ville de 10 000.** Rappelons qu'en 1979, en plein choc pétrolier, 120 000 « boat people » vietnamiens ou cambodgiens avaient rejoint la France.

Sources : <https://ofpra.gouv.fr/fr/1-ofpra/actualites/premiers-chiffres-de-l-asile-en>
<http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7203842/3-04032016-AP-FR.pdf>

Le Préfet et « l'action exemplaire »

Lors de la présentation de ses vœux à la presse, le préfet du Calvados a prétendu que des places sont encore disponibles dans le centre d'accueil de nuit de la Pierre-Heuzé, à Caen, ainsi que dans les CAO (Centre d'accueil et d'orientation). Alors pourquoi reste-t-il encore des personnes, dont des enfants, à la rue tous les jours ? Dans le cadre du « plan grand froid » les 80 places proposées par le centre d'accueil de nuit ne peuvent en aucune façon suffire à héberger les plus de 300 personnes qui dorment dans les squats.

Concernant les CAO que l'État français a ouverts suite au démantèlement de la « jungle » de Calais afin de disperser les personnes migrantes sur tout le territoire français, ils n'ont vocation qu'à héberger dans le but de trier les hommes seuls en procédure de demande d'asile. La majorité d'entre eux, sous le coup de la procédure Dublin, est ainsi systématiquement expulsée vers le premier pays européen par lequel elle est passée.

Il a aussi déclaré que les gendarmes font leur travail avec beaucoup d'humanité et sauvent des vies. Nombre de reportages de médias prouvent pourtant que les gendarmes du PSIG (Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie) commettent régulièrement des exactions envers les personnes migrantes. Europe1 fait état de gazages sur la place du marché aux poissons de Ouistreham ayant incommodé les clients des bars alentour. France 3 montre les gendarmes violenter et jeter les personnes migrantes au sol jusqu'à en rendre une inconsciente. De plus, l'AFP a filmé des agents municipaux ouistrehamais, encadrés par la police municipale, remplir une benne avec les affaires des migrants (sacs à dos avec affaires personnelles, duvets, vêtements). Au lieu d'assumer ses responsabilités et d'agir de façon digne, le Préfet choisit de dénigrer le travail des associations, collectifs et personnes solidaires.